mefboky

n/l°2

BULLETIN D'INFORMATION
TATI-BAOVAO

2ème quinzaine/Octobre 2026
Tapabolana faharoa/Oktobra 2026

DIRECTION DE LA COMMUNICATION DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Matoam-baovao/Sommaire

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION
Le MEF en première ligne

IMPÔTS
La DGI renforce sa proximité avec les contribuables

MADAGASCAR - BANQUE MONDIALE
Activer l'exécution des projets

REFORMES ECONOMIQUES
Mieux tenir compte des réalités du pays

NORMES COMPTABLES
Un cadre appelé à s'évoluer

DETTE DES PAYS A FAIBLE REVENU
Changement du cadre de viabilité

PLFI 2027
Au cœur de la 2ème session ordinaire de l'Assemblée nationale

L'INFO en BREF

ADY AMIN'NY KOLIKOLY
Mandray andraikitra mivaingana ny MEF

TETIBOLA 2027
Voafantina ny laharampa - hamehana

ADIDY ARA-KETRA
Manakaiky hatrany ny mpandoa hetra ny DGI

ANTENIMIERA - MPIRENENA
Fotoam-pivoriana ara-potoana faharoa

BANKY IRAISAM-PIRENENA
Fanafainganana ny fanatante - rahana ireo tetikasa

VAOVAO tapa TAPANY


Echo des Régions



Le MEF en première ligne

Le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) entend renforcer significativement la vigilance de ses agents face à la corruption. Réuni le 24 octobre 2026 à Anosy, le personnel du Ministère a été appelé par le Ministre, Dr Herinjatovo Aimé Ramiarison, à se mobiliser fortement et à faire de l'intégrité et du respect des obligations professionnelles des priorités quotidiennes.



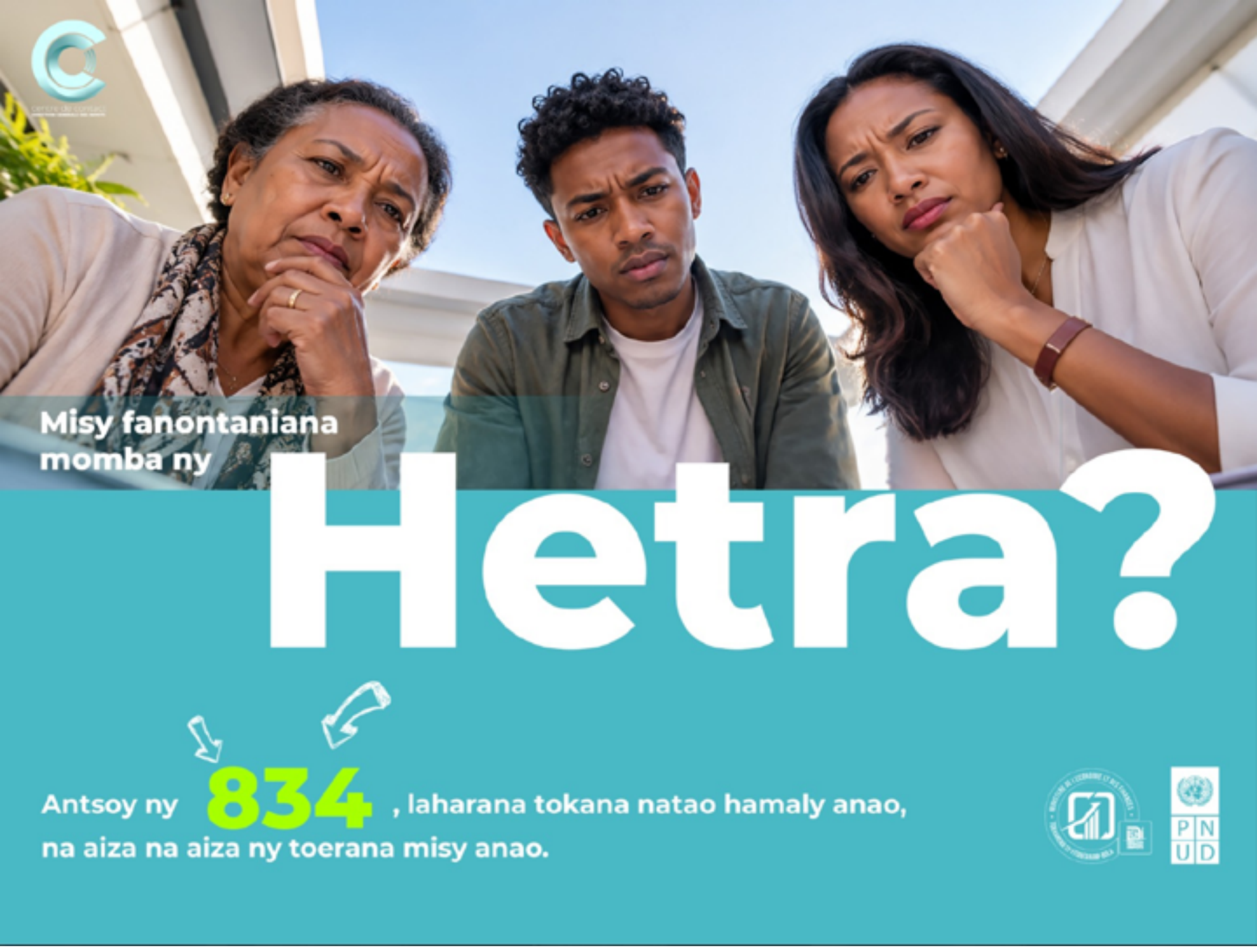
Le Ministre Dr Herinjatovo Aimé Ramiarison

Cette rencontre d'Anosy s'inscrit dans la volonté des autorités de consolider la lutte contre les pratiques illicites au sein de l'Administration. Dr Herinjatovo Aimé Ramiarison a insisté à cette occasion sur la responsabilité individuelle et collective des agents, soulignant l'importance d'améliorer la qualité du travail, de détecter promptement les irrégularités et de contribuer à l'identification des réseaux de corruption. Outre les consignes données, le message vise à préserver la crédibilité de l'institution et l'honneur des métiers de la finance publique. Les agents ont exprimé leur disponibilité à coopérer et à traduire cet engagement en actions concrètes.

Le Ministre de l'Economie et des Finances a également annoncé une application stricte des sanctions contre les actes de corruption et les manquements aux instructions. Tout incident susceptible d'affecter le Ministère ou ses services devra être signalé sans délai à la hiérarchie, puis faire l'objet d'un rapport écrit officiel dans les 24 heures. La transmission rapide de l'information fait ainsi partie des principales obligations. Tout fait susceptible d'affecter le Ministère ou le fonctionnement des services doit être porté sans délai à la connaissance des responsables hiérarchiques concernés.

Rappelons enfin que la stratégie du MEF contre la corruption s'inscrit pleinement dans la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption (SNLCC), dont le plan d'action a été validé en mai 2026 par le Comité de pilotage. La stratégie a comme premier objectif de rendre transparentes et traçables toutes les actions et procédures dans la sphère publique et la gestion des finances de l'État. Elle met aussi l'accent sur le contrôle des flux financiers, le blanchiment de capitaux et la répression des infractions économiques en collaboration avec des entités spécialisées comme le SAMIFIN et l'Agence de Recouvrement des Avoirs Illicites (ARAI).

La stratégie du MEF contre la corruption s'inscrit pleinement dans la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption (SNLCC), dont le plan d'action a été validé en mai 2026 par le Comité de pilotage.



IMPÔTS

La DGI renforce sa proximité avec les contribuables

La Direction générale des impôts (DGI) mise sur un meilleur rapprochement et l'accessibilité pour améliorer sensiblement ses relations avec les contribuables. Son nouveau Centre de Contact, inauguré le 23 octobre 2026 à Antananarivo, permettra aux usagers d'obtenir gratuitement des informations sur leurs démarches et leurs obligations fiscales grâce au numéro vert 834, opérationnel à partir du lundi 26 octobre.



Ce dispositif entend simplifier l'accès aux renseignements fiscaux et faciliter les échanges entre l'administration et les citoyens. En centralisant les demandes d'information et en proposant des orientations adaptées, la DGI souhaite améliorer la qualité du service public et renforcer la confiance des usagers. La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence de Razafindrakoto Ambinintsoa Zolalaina, Directeur du Cabinet du Ministre de l'Économie et des Finances, qui représentait le Ministre, ainsi que d'Edmond Rafaralahy, Directeur Général des Impôts (DGI).

La création du Centre a bénéficié du soutien du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Cet appui a notamment permis de réhabiliter les locaux, de fournir les équipements nécessaires et de former 32 opérateurs chargés de répondre aux sollicitations des contribuables. Outre la mise en place d'une nouvelle plateforme téléphonique, l'initiative vise à rendre l'administration fiscale plus accessible et à encourager le civisme fiscal. Pour la DGI, l'enjeu est de faire de ce nouvel outil un véritable service de proximité inscrit dans la durée, capable de répondre efficacement aux attentes des contribuables et de faciliter leurs démarches au quotidien.

MADAGASCAR - BANQUE MONDIALE

Activer l’exécution des projets

Le Gouvernement Malagasy entend accélérer l’exécution des projets financés par la Banque mondiale afin de traduire plus rapidement les investissements en bénéfices concrets pour la population. Cette priorité était au centre d’une revue de la performance du portefeuille de projets, réunissant le Ministre de l’Économie et des Finances, Dr Herinjatovo Aimé Ramiarison, plusieurs ministres sectoriels et une délégation de l’institution conduite par son représentant résident, Atou Seck.



Le représentant résident de la Banque mondiale à Madagascar, Atou Seck.

Les échanges ont permis de faire le point sur les avancées enregistrées, mais aussi sur les obstacles qui ralentissent certains projets. Les deux parties ont souligné la nécessité d’intensifier les efforts pour accélérer les décaissements, améliorer la coordination entre les administrations et les unités de mise en œuvre, et faciliter la résolution des difficultés opérationnelles. La revue a notamment porté sur les projets PRODUIR, RIZ PLUS, EAGER et DECIM. Au-delà de leur niveau d’avancement, les discussions ont mis en évidence l’importance d’une coopération plus étroite entre les ministères concernés et la Banque mondiale.

Pour répondre à ces contraintes, le Gouvernement prévoit de créer des groupes de travail dédiés, particulièrement dans le secteur des infrastructures économiques, avec un accent sur les projets routiers. Le portefeuille comprend actuellement 16 projets nationaux et cinq projets régionaux. Son efficacité ne se mesurera pas uniquement aux montants décaissés ou aux calendriers respectés, mais également aux résultats obtenus sur le terrain : infrastructures fonctionnelles, services publics améliorés et conditions de vie mieux assurées pour les bénéficiaires.

Mieux tenir compte des réalités du pays

À Bangkok (Thaïlande), lors des Assemblées annuelles 2026 du FMI et de la Banque mondiale, qui se sont tenues du lundi 12 au dimanche 18 octobre 2026, le Gouvernement Malagasy a réaffirmé sa volonté de poursuivre les réformes économiques, tout en défendant une mise en œuvre adaptée aux réalités nationales.



Pour Madagascar, les réformes engagées ne produiront des résultats tangibles si elles ne tiennent pas compte du contexte national et des attentes profondes de la population. Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Mamitiana Rajaonarison, accompagné du Ministre de l'Économie et des Finances, Dr Herinjatovo Aimé Ramiarison, et du Gouverneur de la Banky Foiben'i Madagasikara, Aivo Andrianarivelo, a insisté sur ce point, notamment lors de la rencontre, le 13 octobre 2026, avec les représentants du groupe Afrique I au Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI).

Les discussions ont porté sur les relations entre Madagascar et l'institution financière internationale, après l'approbation, le 30 septembre dernier, des troisième et quatrième revues combinées du programme soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) et la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Le Chef du Gouvernement a mis à profit cette occasion pour réaffirmer les priorités de l'exécutif : renforcer la gouvernance, lutter contre la corruption, améliorer les recettes fiscales, améliorer l'impact des réformes sur les populations et accélérer l'exécution budgétaire. Le Guichet Unique mis en place par le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) doit notamment faciliter le traitement des dossiers de dépenses publiques.

De son côté, le Ministre Dr Herinjatovo Aimé Ramiarison a plaidé pour une application du programme tenant compte des contraintes économiques et sociales du pays. Les échanges ont abordé les prix des carburants, l'endettement et le financement des infrastructures prioritaires. Notons enfin que les discussions doivent se poursuivre avant la prochaine revue envisagée en novembre, avec un défi central : concilier stabilité macroéconomique, engagements envers le FMI et besoins de la population.

Un cadre appelé à s’évoluer

Madagascar engage une réflexion sur l’évolution de son cadre comptable afin de mieux l’aligner sur les standards internationaux et de répondre aux besoins croissants de transparence financière. Au cœur de cette démarche figure l’actualisation du Plan comptable général (PCG) de 2005, conçu à l’origine dans une logique de convergence avec les normes IAS/IFRS.



Depuis son adoption, ce référentiel encadre l’établissement des états financiers des entités économiques, selon des dispositifs adaptés à leur taille, à leur activité et à leurs obligations. Mais l’évolution des normes internationales et les perspectives de création d’un marché des capitaux dans le pays rendent nécessaire une réévaluation progressive du dispositif. L’enjeu est de renforcer la fiabilité et la comparabilité des informations financières, tout en facilitant le financement de l’économie.

Le projet de marché des capitaux porté par la Banky Foiben’i Madagasikara (BFM) accentue l’importance de cette évolution.

Un comité ad hoc a ainsi été constitué sous la coordination du Conseil supérieur de la comptabilité, rattaché au Ministère de l’Economie et des Finances (MEF). Il rassemble également BFM, la Commission de supervision bancaire et financière ainsi que l’Ordre des experts comptables et financiers de Madagascar. Sa mission consiste à définir les objectifs, la méthode de travail et les étapes d’une feuille de route nationale. La réussite de cette réforme dépendra notamment de sa mise en œuvre progressive et de la concertation entre les acteurs concernés.

Indication a également été donnée que ce comité a pour mission première d’accompagner le lancement du projet, d’en préciser les objectifs, de définir son mode de fonctionnement et de proposer une méthodologie de travail en vue de l’élaboration d’une feuille de route nationale de convergence. Les travaux engagés s’inscrivent dans une approche progressive, concertée et structurée. Le projet est présenté comme une étape importante dans l’adaptation du cadre comptable national aux évolutions des standards internationaux et aux enjeux économiques et financiers de Madagascar.

Changement du cadre de viabilité

Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé une réforme du cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu (CVD-PFR), élaboré conjointement avec la Banque mondiale. Cette révision vise à affiner l'évaluation des risques d'endettement et à mieux tenir compte des réalités financières des États concernés, dont Madagascar.



Le nouveau dispositif distinguera plus clairement le risque de surendettement, classé selon plusieurs niveaux, de la viabilité de la dette à moyen terme, appréciée à l'aide de modèles probabilistes. L'analyse intégrera également davantage la dette intérieure et les risques qu'elle peut faire peser sur les banques nationales. Les seuils d'endettement seront réexaminés à partir de données économiques actualisées. Selon les estimations fondées sur les projections d'octobre 2025, huit pays afficheraient des ratios plus élevés qu'avec l'ancien cadre, tandis que huit autres bénéficieraient de seuils moins contraignants. La qualité et la transparence des données sur la dette feront aussi l'objet d'une attention renforcée.

Pour Madagascar, les indicateurs disponibles présentent une situation globalement favorable, avec un niveau d'endettement considéré comme modéré. Cette appréciation ne dispense toutefois pas les autorités de maintenir une gestion rigoureuse des finances publiques. Le nouveau cadre devrait être utilisé dans les rapports soumis au conseil d'administration du FMI à partir du second semestre 2027, après une période de transition. A signaler en outre que ce nouveau CVD-PFR devrait être utilisé dans les rapports du FMI destinés à son Conseil d'administration à partir du du second semestre 2027 (après la pause estivale de 2027), laissant donc une période de transition.

PLFI 2027

Au coeur de la 2ème session ordinaire de l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale a ouvert, le 20 octobre 2026, sa deuxième session ordinaire de l'année. Les prochaines semaines seront marquées par un dossier majeur : l'examen et l'adoption du Projet de Loi de Finances Initiale (PLFI) pour 2027. Un rendez-vous déterminant pour les orientations économiques du pays, la répartition des ressources publiques et le financement des priorités gouvernementales.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Président de l'Assemblée nationale, Siteny Randrianasoloniaiko. Le Premier ministre et Chef du gouvernement, Mamitiana Rajaonarison, y a assisté aux côtés de plusieurs membres de l'Exécutif, dont le Ministre de l'Économie et des Finances, Dr Herinjatovo Aimé Ramiarison.

Le budget de l'État constitue l'un des principaux instruments de mise en œuvre de la politique gouvernementale. Il fixe les prévisions de recettes et de dépenses, tout en déterminant les moyens affectés aux différents secteurs. À travers le PLFI 2027, les autorités précisent les programmes et les investissements qu'elles entendent soutenir au cours de l'année prochaine, en tenant compte des ressources mobilisables et des objectifs annoncés.

Les choix opérés concerneront notamment les infrastructures, les services sociaux et les projets de développement. Mais les ambitions affichées devront être confrontées aux capacités financières de l'État. Dans un contexte où les besoins de la population restent importants, la question ne porte donc pas uniquement sur le volume des crédits prévus. Elle concerne aussi leur répartition, leur utilisation et les résultats attendus des dépenses engagées.

L'examen du projet de loi de finances donnera aux députés l'occasion d'analyser les orientations proposées par le gouvernement, de questionner les choix budgétaires et de débattre des priorités retenues. Leur rôle ne se limite pas à l'adoption du texte : le contrôle de l'utilisation des deniers publics constitue également une dimension essentielle de leur mandat. Les échanges entre les représentants de la nation et les membres de l'Exécutif contribueront ainsi à préciser les objectifs économiques et financiers pour 2027. Les discussions porteront notamment sur l'examen des prévisions, la confrontation des besoins sectoriels aux moyens disponibles et d'appréciation de la cohérence des engagements annoncés.

Objectif : parvenir à un budget crédible, lisible et suffisamment bien encadré pour soutenir les ambitions de développement, tout en renforçant la responsabilité dans l'utilisation des ressources publiques.

La transparence des dépenses et l'efficacité de la gestion publique figurent parmi les enjeux associés à cet exercice. L'allocation des crédits devra permettre de répondre aux priorités nationales sans perdre de vue les contraintes financières. Le principal défi consistera à rapprocher les attentes de la population des capacités réelles de financement de l'État. Les arbitrages budgétaires détermineront, en partie, la portée des programmes annoncés et le rythme de réalisation des projets publics. L'adoption du PLFI 2027 constituera ainsi l'une des étapes centrales de cette deuxième session ordinaire. Objectif : parvenir à un budget crédible, lisible et suffisamment bien encadré pour soutenir les ambitions de développement, tout en renforçant la responsabilité dans l'utilisation des ressources publiques.

CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT EN FINANCES PUBLIQUES (IPFP)



5 e SESSION DE FORMATION

Exécution budgétaire & Programmation budgétaire

Compte tenu de la date de clôture des engagements des dépenses, les dates de la dernière session sont modifiées.

Exécution budgétaire de A à Z

16 au 20
novembre 2026

Au lieu du 2 au 6 décembre 2026

Programmation budgétaire annuelle

01er au 03
décembre 2026

Au lieu du 11 au 13 décembre 2026

Inscrivez-vous!

Scannez le code QR pour accéder au formulaire d'inscription.

L'INFO en BREF

SOMMET RUSSIE-AFRIQUE

Le Colonel Michaël Randrianirina, Président de la Refondation de la République de Madagascar, conduit la délégation Malagasy au troisième Sommet Russie-Afrique, organisé les 28 et 29 octobre 2026 à Moscou. Le Ministre de l'Economie et des Finances, Dr Herinjatovo Aimé Ramiarison, fait partie de la délégation dont l'objectif est de renforcer les relations bilatérales avec la Russie et explorer de nouvelles perspectives de coopération. Les discussions porteront notamment sur les échanges commerciaux, l'énergie, les ressources stratégiques, la sécurité alimentaire ainsi que les partenariats politiques et institutionnels.

MDGEP - TRANSPARENCE ET REDEVABILITE

Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), à travers la Direction générale de l'Économie et du Plan (DGEP), renforce ses efforts en matière de transparence et de redevabilité. Ses techniciens ont participé dernièrement à un atelier de travail à Antsirabe, avec le soutien du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). L'objectif était de finaliser les données de la plateforme Aid Management Platform (AMP), qui recense les aides au développement reçues par Madagascar. Ces travaux doivent fiabiliser les informations disponibles et faciliter l'élaboration du rapport 2025 sur la coopération au développement.



Le Premier ministre Mamitiana Rajaonarison

MADAGASCAR - DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE

Madagascar entend transformer la jeunesse de sa population en moteur de croissance économique. Publié officiellement le 23 octobre 2026, le rapport sur le profil du dividende démographique propose des pistes pour mieux valoriser ce potentiel. Présenté sous la conduite du Ministre de l'Économie et des Finances, Dr Herinjatovo Aimé Ramiarison, avec l'appui de l'UNFPA, le document préconise des investissements durables dans la santé, l'éducation et la formation professionnelle. Il recommande également de renforcer l'emploi décent, l'autonomie économique des femmes et la protection sociale afin d'accroître les revenus des ménages et d'améliorer durablement les conditions de vie.

INSCAE - LE MEF MET EN LUMIERE SES RESPONSABILITES

Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) a présenté ses responsabilutés et ses missions lors des portes ouvertes de l'INSCAE, le 15 octobre 2026. L'événement a permis aux étudiants de découvrir les métiers et les services relevant de ce département. Les représentants ont notamment expliqué les enjeux de la mobilisation des recettes publiques, de la gestion transparente du budget et de l'utilisation efficace des ressources de l'État. Plusieurs directions ont participé, dont les Douanes, les Impôts, le Trésor, le Budget, le Contrôle financier et la Direction générale de l'Économie et du Plan, favorisant les échanges avec les futurs professionnels.



POLITIQUE NATIONALE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

Madagascar prépare une Politique nationale des investissements publics (PNIP) afin d'améliorer l'utilisation des ressources de l'État et de privilégier les projets aux retombées concrètes pour la population. Les discussions techniques ont été lancées le 19 octobre 2026 à Ankatso, sous la conduite du Premier ministre Mamitiana Rajaonarison, à l'initiative de la Primature et de la Direction générale des investissements publics. Prévus jusqu'au 18 décembre, les travaux porteront sur neuf thèmes, notamment les priorités nationales, le développement régional, les secteurs sociaux, le partenariat privé, la transformation numérique, le financement et le suivi des projets.

CAUCUS AFRICAIN - FMI

Les gouverneurs africains ont appelé le Fonds monétaire international (FMI) à renforcer son soutien financier au développement du continent, lors d'une rencontre avec sa directrice générale, Kristalina Georgieva, le 14 octobre 2026 à Bangkok. Les discussions, auxquelles ont participé Madagascar, ont porté sur le financement des infrastructures, la croissance économique et la protection des populations vulnérables face aux crises. Le FMI a insisté sur l'amélioration des recettes fiscales et l'efficacité des dépenses publiques, ainsi que sur la coopération avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. L'Afrique du Sud reprend la présidence du Caucus africain, avec pour priorité la réduction du coût du financement.

Mandray andraikitra mivaingana ny MEF

Nampivory ireo tompon’andraikitra sy mpiara-miasa eo anivon’ny Minisiteran’ny Toekarena sy ny Fitantanam-bola (MEF) ny Minisitra, Dr Herinjatovo Aimé Ramiarison, ny 24 oktobra 2026, tao Anosy. Nifantoka tamin’ny fanamafisana ny andraikitry ny tsirairay amin’ny ady amin’ny kolikoly sy ny fiarovana ny tombontsoam-pirenena ny fihaonana.



Nandritra izany no nanamafisan’ny Minisitra fa adidy iombonana ny fametrahana fitantanan-draharaha madio sy ny fanatsarana ny kalitaon’ny asa. Notsindriany manokana ny tokony hananan’ny mpiasa fahamailoana manoloana ny tsy fanarahan-dalàna, ary ny andraikitra raisina amin’ny famantarana sy ny fampahafantarana ireo tambajotra mety mirotsaka amin’ny kolikoly. Nantitranterina ihany koa ny maha zava-dehibe ny fiarovana ny voninahitry ny asa sy ny fametrahana ny tombontsoan’ny firenena ho ambonin’ny tombontsoa manokana. Araka ny hafatra nampitain’ny Minisitra, tsy ampy ny fanambarana fotsiny fa ilaina ny fandraisana andraikitra azo tsapain-tanana eo amin’ny fanatanterahana ny asa andavanandro.

Nambaran’ny Minisitra fa tsy tokony hisy ny fandeferana amin’ny kolikoly. Aorian’izao fanentanana sy fampahatsiahivana izao dia hampiharina ny sazy amin’ireo manao kolikoly sy ireo tsy manaraka ny toromarika. Nomena toromarika ihany koa ny mpiasa mba hampita avy hatrany any amin’ny tompon’andraikitra ambony ny tranga rehetra misy fiantraikany amin’ny asan’ny minisiteran’ny Toekarena sy ny Fitantanam-bola ary ny fampandehanana ny raharaha. Tsy maintsy arahina tatitra an-tsoratra ofisialy ao anatin’ny 24 ora izany.

Ity hetsika ity dia manasongadina ny finiavan’ny MEF hanamafy hatrany ny fitsipi-pifehezana sy ny andraikitry ny mpiasam-panjakana. Ny fahombiazan’izany anefa dia miankina amin’ny fahavononan’ny tsirairay amin’ny fampiharana tsy an-kanavaka ny fepetra, ny mangarahara amin’ny fitantanana ary ny fanaraha-maso ireo tranga voatatitra.

Voafantina ny laharam-pahamehana

Nanatanteraka ny fandanjalanjana ara-tetibola momba ny Volavolan-dalàna mifehy ny Tetibolam-panjakana 2027 ny Governemanta, ny 21 oktobra 2026, tao Ambohijanaka. Notarihin’ny Praiminisitra, Lehiben’ny Governemanta, Mamitiana Rajaonarison, ny fotoana azay nifantoka tamin’ny vinavina ara-toekarena, ny fidiram-bolam-panjakana ary ny fifantenana ireo fandaniana laharam-pahamehana ny dinika.



Tombanana hahatratra 5,1% ny fitomboan’ny harinkarena faobe amin’ny taona 2027, raha 4,1% izany amin’ny 2026. Vinavinaina ho 6 721,6 miliara ariary ny vola miditra avy amin’ny hetra, ary 16 543,7 miliara ariary ny fitambaran’ny vola miditra sy ny fanampiana. Mahatratra 20 825,6 miliara ariary kosa ny fandaniam-bolam-panjakana kasaina hotanterahina. Anisan’ny laharam-pahamehana ny fanatsarana ny fanangonam-bola, ny ady amin’ny hosoka sy ny kolikoly, ny fifehezana ny fandaniana ary ny fiarovana ny fahefa-mividin’ny mponina.

Tetikasa 724 no natolotra ho amin’ny fampiasam-bolam-panjakana, mitentina 28 680 miliara ariary ny filàna famatsiam-bola, raha 1 000 miliara ariary ihany ny tetibola azo tsinjaraina. Noho izany, hasongadina ireo tetikasa tena ilaina, indrindra amin’ny angovo, ny lalana, ny fotodrafitrasa ary ny fampandrosoana eny ifotony. Eo amin’ny fambolena, nasongadin’ny Praiminisitra ny fanamorana ny fahazoan’ny tantsaha masomboly vary hybrida sy zezika manara-penitra, mba hahatratrarana vokatra 4 taonina isaky ny hektara amin’ny 2027.

Nodinihina ihany koa ny fangatahana toerana 39 397 ho an’ny mpiasam-panjakana, ka 17 885 no natolotra ho laharam-pahamehana, anisan’izany ny mpiasa 9 000 eo amin’ny Fanabeazam-pirenena. Nohamafisin’ny Governemanta fa tokony hifanaraka amin’ny filàn’ny mponina ny fampiasana ny volam-panjakana. Ny mangarahara, ny fandrindrana ny asa ary ny fanaraha-maso ny vokatra no anisan’ny andrasana amin’ny fanatanterahana ny tetibola 2027.



DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

FIFANINANA

handraisana

Mpandraharahan’ny hetra

21 - 24 desambra 2026

Documentations/
Ressources/
Recrutement

www.impots.mg

ADIDY ARA-KETRA

Manakaiky hatrany ny mpandoa hetra ny DGI

Manakaiky hatrany ny mpandoa hetra ny Foibem-pitondrana Ankapobeny ny Hetra (DGI), amin’ny alalan’ny fanokafana ivontoeram-pifandraisana natao hanamorana ny fahazoam-baovao sy hanatsarana ny fanohanana ireo olom-pirenena amin’ny fanatanterahana ny adidiny ara-ketra.



Notokanana tamin’ny 23 oktobra 2026 ity ivontoerana ity, nandritra ny lanonana izay nisoloan’Andriamatoa Razafindrakoto Ambinintsoa Zolalaina, Talen’ny Kabinetran’ny Minisiteran’ny Toekarena sy ny Fitantanam-bola, nisolotena ny Minisitra. Ny alatsinainy 26 oktobra 2026 kosa no hanombohan’ny tolotra, amin’ny alalan’ny laharana maitso 834, izay azo antsoina maimaim-poana. Amin’ny alalan’io laharana io, afaka mametraka fanontaniana sy mahazo fanazavana momba ny raharaha ara-ketra ny mpandoa hetra. Tanjona ny hanampy azy ireo hahatakatra bebe kokoa ny fepetra sy ny fomba fiasa ara-ketra, ary hahafahany manatanteraka ara-dalàna ny adidiny amin’ny Fanjakana.

Ankoatra ny fanomezam-baovao, ny fihainoana ny olana sedrain’ny mpandoa hetra sy ny fanomezana tari-dalana mazava no anisan’ny andraikitra lehibe hiantsorohan’ity ivontoerana ity. Ezahina amin’izany ny hanatsara ny kalitaon’ny tolotra ho an’ny daholobe sy hanamafy ny fifampitokisana eo amin’ny fitantanan-draharahan’ny hetra sy ny olom-pirenena. Niara-niasa tamin’ny Sampandraharahan’ny Firenena Mikambana momba ny Fampandrosoana (PNUD) ny DGI tamin’ny fanavaozana ny toerana, ny fampitaovana azy ary ny fanofanana mpandraharaha miisa 32.

Nilaza ny tomponandraikitra fa nodinihina manokana ny fahafahan’ity rafitra ity mamaly ara-potoana sy amin’ny fomba mazava ny fangatahan’ny mpampiasa azy ny fahombiazan’ny tolotra. Dingana iray hanakaikezana kokoa ny mpandoa hetra sy hanamorana ny fifandraisany amin’ny fitantanan-draharaham-panjakana àry izao fanokafana izao.

Fotoam-pivoriana ara-potoana faharoa

Nisokatra tamin’ny fomba ofisialy, ny 20 oktobra 2026, teny amin’ny Antenimierampirenena, ny fotoam-pivoriana ara-potoana faharoa ho an’ity taona ity. Ny Filohan’ny Antenimierampirenena, Siteny Randrianasoloniaiko, no nitarika ny lanonam-panokafana, izay nanamarika ny fanombohan’ny asa parlemantera amin’ity fe-potoana ity. Anisan’ny raharaha lehibe hiantsorohan’ireo Solombavambahoaka ny fandinihana sy ny fandaniana ny Volavolan-dalàna mifehy ny Tetibolam-panjakana ho an’ny taona 2027 (PLFI 2027).



Antontan-taratasy lehibe eo amin’ny fitantanana ny raharaham-pirenena ny Tetibolam-panjakana, satria hamaritra ny vinavinan’ny vola miditra sy ny fandaniana ary ny fizarana ny loharanom-bolam-panjakana amin’ireo sehatra samihafa. Amin’ny alalan’io tetibola io no hamaritana ireo fandaharanasa sy tetikasa hotanterahina amin’ny taona ho avy, arakaraka ny loharanom-bola misy sy ny laharam-pahamehana napetraky ny Fanjakana. Anisan’ny sehatra andrasana hisitraka izany ny fotodrafitrasa, ny sosialy ary ireo asa fampandrosoana.

Nanatrika ny lanonana ny Praiminisitra sady Lehiben’ny Governemanta, Rajaonarison Mamitiana, niaraka tamin’ireo mpikambana ao amin’ny Governemanta. Isan’izy ireo ny Minisitry ny Toekarena sy ny Fitantanam-bola, Dr Herinjatovo Aimé Ramiarison. Mandritra ity fotoam-pivoriana ity, anisan’ny andraikitry ny Antenimierampirenena ny mandinika ny votoatin’ny volavolan-tetibola, mametraka fanontaniana ary manara-maso ny fampiasana ny volam-panjakana. Ny fifanakalozan-kevitra sy ny fanapahan-kevitra horaisina dia hanana anjara toerana amin’ny famaritana ny politika ara-bola sy ny tanjona ara-toekarena hotratrarina amin’ny 2027.

Ny fanamby dia ny hampifanaraka ny filàn’ny mponina amin’ny fahafaha-mamatsy vola, sady miantoka ny mangarahara sy ny fahombiazan’ny fandaniam-bolam-panjakana. Ny fandinihana ny PLFI 2027 araka izany no isan’ny dingana lehibe andrasana mandritra ity fotoam-pivoriana ara-potoana faharoa ity.

Fanafainganana ny fanatanterahana ireo tetikasa

Efa tsapa ny fihatsarana eo amin’ny fanatanterahana ireo tetikasa vatsian’ny Banky Iraisam-pirenena (BM) eto Madagasikara, saingy mbola ilaina ny ezaka fanampiny mba hanafainganana ny asa sy hahafahan’ny mponina misitraka ara-potoana ny vokatra andrasana.



Nandritra ny fifanakalozan-kevitra niarahan’ny Governemanta sy ny Banky Iraisam-pirenena no nanasongadinan’ny Solontena Maharitry ny BM eto Madagasikara, Atou Seck, izany fivoarana izany. Nifantoka tamin’ny famantarana ireo sakana mbola mampiadana ny fanatanterahana ny tetikasa sy ny fitadiavana vahaolana mahomby ny fihaonana. Nandray anjara tamin’izany ny Minisitry ny Toekarena sy ny Fitantanam-bola, Dr Herinjatovo Aimé Ramiarison, amin’ny maha Governoran’ny Banky Iraisam-pirenena ho an’i Madagasikara azy, niaraka tamin’ireo minisitra sy solontenan’ny minisitera voakasika, ny ekipan’ny BM ary ireo tompon’andraikitra misahana ny tetikasa.

Anisan’ny nodinihina ny fanatanterahana ny tetikasa PRODUIRE, RIZ PLUS, EAGER ary DECIM, izay isan’ireo fandaharanasa mila fanaraha-maso akaiky. Tanjona ny hamantarana ireo olana ara-pitantanana sy ara-teknika mety hanemotra ny asa, ary ny fametrahana fepetra ahafahana mamaha izany haingana. Naneho ny fahavononany hanangana vondron’asa manokanany Governemanta, indrindra hoan’ireo tetikasa mifandraika amin’ny fotodrafitrasa ara-toekarena, toy ny lalana. Hanampy amin’ny fandrindrana ny asa sy ny famahana ireo olana sedraina eny an-kianja izany.

Zava-dehibe ny fanatsarana ny fampiasana ny famatsiam-bola, mba tsy hijanonan’ny tetikasa amin’ny dingana fanomanana fotsiny, fa hiteraka vokatra azo tsapain-tanana ho an’ny mponina. Miankina amin’ny fandrindrana ny andraikitry ny sampandraharaha rehetra sy ny fanaraha-maso ny fe-potoana ny fahombiazan’io paikady io. Ny tanjona farany dia ny hanafaingana ny fanatanterahana ireo fotodrafitrasa sy fandaharanasa fampandrosoana, ary hampitombo ny tombontsoa azon’ny vahoaka avy amin’ny famatsiam-bola iraisam-pirenena.

FANAVAOZANA NY «PLAN COMPTABLE NATIONAL»

Mandinika ny fanavaozana ny rafitra fitantanam-bola i Madagasikara, mba hampifanaraka izany amin'ny fenitra iraisam-pirenena sy hanamafisana ny mangarahara ara-bola. Anisan'ny tanjona ny fanavaozana ny Plan comptable général (PCG) tamin'ny taona 2005, izay mamaritra ny fomba fanomanana ny tatitra ara-bolan'ireo orinasa sy rafitra ara-toekarena. Komity manokana, eo ambany fandrindran'ny Conseil supérieur de la comptabilité, no hanomana ny tondrozotra nasionaly. Ahitana ny MEF, ny Banky Foiben'i Madagasikara, ny vaomiera mpanara-maso ny banky sy ny sehatra ara-bola ary ny manam-pahaizana momba ny kaontim-bola izany. Kendrena ny hanatsara ny fahatokisana ny antontan'isa ara-bola.



MITOMBO ISA NY «POSTE DE CONTRÔLE FINANCIER»

Nosokafana ny 19 oktobra 2026, tao amin'ny Biraon'ny Distrikan'i Vatomandry, ny Poste de Contrôle Financier vaovao. Izy io dia hiandraikitra ny distrikan'i Vatomandry, Marolambo, Antanambao Manampotsy ary Mahanoro. Tanjona amin'ny fananganana azy ny hanakaiky kokoa ireo mpisehatra amin'ny fitantanam-bolam-panjakana sy hanamora ny fikarakarana antontan-taratasy momba ny fandaniam-bolam-panjakana. Tafiditra ao anatin'ny ezaky ny Minisiteran'ny Toekarena sy ny Fitantanam-bola izany, mba hanamafisana ny fanaraha-maso ny fandaniana, hanatsarana ny fanatanterahana ny tetibola ary hampahomby ny fampiasana ny volam-panjakana.



Ny Praiminisitra Rajaonarison Mamitiana

PNIP - FANATSARANA NY FAMPIASAM-BOLA-PANJAKANA

Nosokafana tao Ankatso, ny 19 oktobra 2026, ny fifanakalozan-kevitra ara-teknika momba ny Politikam-pirenena momba ny Fampiasam-bolam-panjakana (PNIP), notarihin'ny Praiminisitra Rajaonarison Mamitiana. Tanjona ny hanatsara ny fitantanana ny volam-panjakana sy hampifantoka ny fampiasam-bola amin'ireo sehatra laharam-pahamehana, ka hitondra vokatra mivaingana ho an'ny mponina. Haharitra hatramin'ny 18 desambra 2026 ny fifanakalozan-kevitra, izay handinihana lohahevitra sivy, ahitana ny fampandrosoana ara-toekarena sy isam-paritra, ny sehatra sosialy, ny fiaraha-miasa amin'ny sehatra tsy miankina, ny fanovàna nomerika, ny famatsiam-bola ary ny fanaraha-maso ny tetikasa.

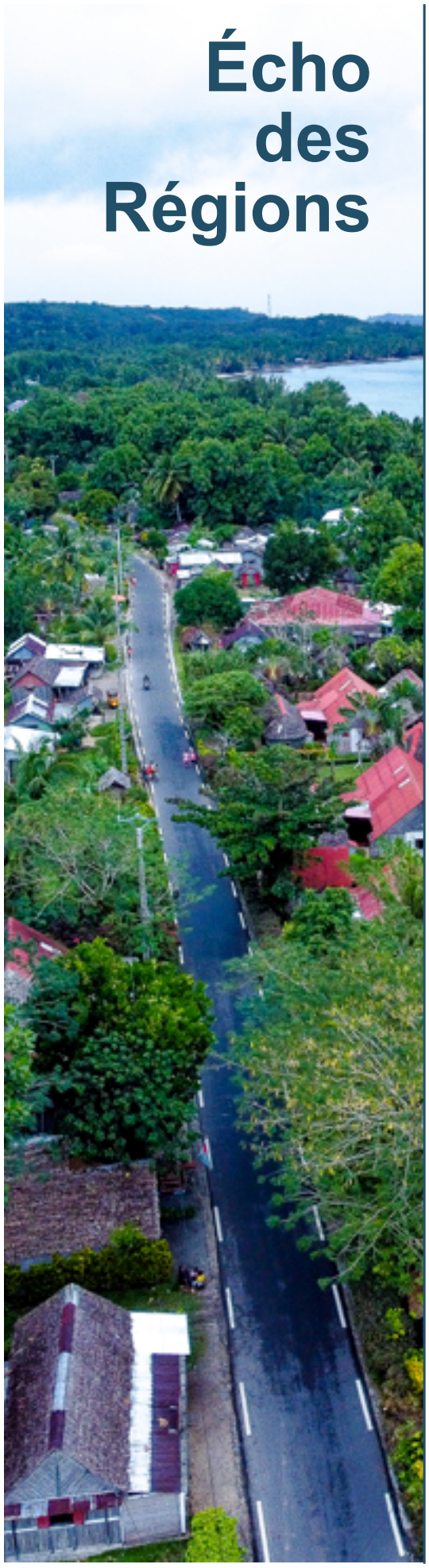
INSCAE - VARAVARANA MISOKATRA

Nandray anjara tamin'ny hetsika varavarana misokatra nokarakarain'ny INSCAE, ny 15 oktobra 2026, ny Minisiteran'ny Toekarena sy ny Fitantanam-bola (MEF), mba hampahafantarana ny mpianatra ny andraikitra sy ny asan'ireo sampandraharaha eo ambany fiahiany. Nohazavaina tamin'izany ny maha-zava-dehibe ny fampitomboana ny vola miditra amin'ny Fanjakana, ny fitantanana mangarahara ny tetibola ary ny fampiasana amim-pahombiazana ny volam-panjakana. Nandray anjara ny sampandraharahan'ny Fadintseranana, ny Hetra, ny Tahirim-bolam-panjakana, ny Tetibola, ny Fanaraha-maso ara-bola ary ny Toekarena sy ny Teti-pivoarana, ka nahafahan'ny mpianatra nahafantatra ireo sehatra sy asa mety hidirany.

DGEP - MANGARAHARA SY TAMBERIN' ANDRAIKITRA

Manamafy ny ezaka amin'ny mangarahara sy ny tamberin'andraikitra ny Minisiteran'ny Toekarena sy ny Fitantanam-bola, amin'ny alalan'ny Foibem-pitondrana ankapoben'ny Toekarena sy ny Drafitr'asa (DGEP). Nisy ny fisitahana arak'asa notanterahina tany Antsirabe, ny 5 ka hatramin'ny 9 oktobra 2026, niarahana tamin'ny fanohanana avy amin'ny PNUD. Ny tanjona dia ny hamaranana ny angon-drakitra ao amin'ny sehatra AMP, izay mirakitra ny fanampiana ho an'ny fampandrosoana azon'i Madagasikara avy amin'ireo mpamatsy vola. Hanamora ny fanamarinana sy ny fahatokisana ireo antontan-kevitra izany, ary hanampy amin'ny fanomanana ny tatitra momba ny fiaraha-miasa amin'ny fampandrosoana (RCD) ho an'ny taona 2025.

Écho des Régions



REGION ATSINANANA : Un Poste de Contrôle Financier ouvert à Vatomandry

Un nouveau Poste de Contrôle Financier a été ouvert le 19 octobre 2026 au sein du bureau du district de Vatomandry. Cette structure couvrira quatre districts : Vatomandry, Marolambo, Antanambao Manampotsy et Mahanoro. Sa mise en place vise à rapprocher les services de contrôle financier des acteurs de la gestion publique et à faciliter le traitement des dossiers liés aux dépenses de l'État. Elle doit également contribuer à renforcer le suivi des dépenses publiques et à améliorer l'exécution budgétaire. Cette initiative s'inscrit dans les orientations du Ministre de l'Économie et des Finances, Dr Herinjatovo Aimé Ramiarison, en faveur d'une administration plus efficace et d'une meilleure utilisation des fonds publics.

REGION VAKINANKARATRA : FIOVA

La 28ème édition de la Foire des richesses et des produits du Vakinankaratra s'est déroulée le 15 octobre 2025, à l'initiative de la Fivondronan'ny Orinasan'i Vakinankaratra (FIOVA). Le Ministère de l'Économie et des Finances y était représenté par son Directeur de cabinet, Zo Razafindrakoto. Placée sous le thème de l'innovation au service du développement économique durable, la manifestation met en avant plusieurs leviers : amélioration de la production, transformation locale des matières premières, accès au financement, énergie fiable et infrastructures adaptées. L'objectif est de stimuler l'emploi, soutenir le pouvoir d'achat et promouvoir les produits malgaches grâce au partenariat public-privé.

REGION SOFIA : Fête de la Liberté

À Antsohihy, dans la région Sofia, les célébrations de la Fête de la Liberté, le 14 octobre 2026, ont mis en lumière le potentiel économique et culturel des régions de Madagascar. L'exposition « Vohitry ny Kolontsaina » a réuni des produits artisanaux et des spécialités issus des 24 régions du pays. L'initiative vise à promouvoir les savoir-faire locaux, soutenir les activités génératrices de revenus et renforcer la visibilité des productions régionales. Des appuis ont également été remis à des associations de producteurs agricoles. Le Ministère de l'Économie et des Finances était représenté par son Secrétaire Général, Iouri Garisse Razafindrakoto.



La Quinzaine en chiffres

100 %
d'engagements budgétaires

100 % d'engagements budgétaires au 2 novembre 2026, contre 44,2 % actuellement, selon les données officielles, c'est la directive donnée par le Premier ministre, Chef du Gouvernement.

2%
du Produit Intérieur Brut

2% du Produit Intérieur Brut, soit environ 260 millions USD par an, ce sont les pertes estimées pour Madagascar du fait des retards enregistrés par les projets routiers

16
projets nationaux et

5
projets régionaux en cours

16 projets nationaux et cinq projets régionaux en cours constituent actuellement le portefeuille de la Banque mondiale à Madagascar. Ils représentent un levier important pour le développement du pays.

51 %

Un PIB réel supérieur de 51 % au scénario tendanciel à l'horizon 2050, avec un potentiel estimé à 652 000 emplois verts, c'est l'objectif présenté dans le cadre du Plan de prospérité climatique de Madagascar lors du 17ème Dialogue ministériel du groupe des pays vulnérables aux changements climatiques (V20).

Agenda

Journée Mondiale de l'Epargne 2026

Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), à travers la Direction Générale du Trésor, prendra part activement à la célébration de la Journée Mondiale de l'Epargne qui se tiendra le 31 octobre 2026.

FMI - Evaluation du programme Madagascar

La prochaine évaluation officielle du programme économique de Madagascar par le Fonds monétaire international (FMI) – correspondant aux cinquièmes revues des accords au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) – est prévue pour novembre 2026.

Octobre Rose 2026

Au cours de ce mois d'octobre 2026, les agentes de la Douane Malagasy bénéficient d'une campagne de dépistage gratuit des cancers du sein et du col de l'utérus. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du « Oktobra Mavokely » (Octobre Rose), une campagne mondiale de sensibilisation aux cancers.